

Taxons (enfin) les riches!

CONTRE-PIED



Jean-Sébastien Zippert,
Etika

Cette injonction ne vient ni de l'organisation atermoiériste ATTAC ni d'un tract de Déi Lenk, mais du Fonds Monétaire International qui a publié récemment une étude intitulée *Tracking inequality*, étude dans laquelle le FMI admet enfin que la théorie du ruissellement si chère aux néolibéraux ne fonctionne tout simplement pas. Rappelons que cette théorie laisse entendre qu'il faut éviter de taxer trop lourdement les riches, car la consommation générée par cette classe va profiter à toute la société. Ce n'est pas la première fois que le FMI va contre ses propres préceptes et nous ne pouvons que nous en réjouir dans la mesure où le consensus de Washington prôné à la fois par la Banque mondiale et le FMI depuis les années 90 s'est soldé par des échecs flagrants en termes de réduction des inégalités dans les pays où il a été appli-

qué: le cas douloureux de la Grèce est toujours là pour nous le rappeler. Encore plus intéressant, le FMI ne considère pas que la taxation doit uniquement s'appliquer aux revenus mais bien prendre en compte aussi le capital financier, rejoignant en cela les recommandations de la plupart des économistes keynésiens et des organisations de la société civile en faveur de la justice fiscale: l'institution pose

donc également de fait la question de la taxation des multinationales. Poursuivant l'analyse, les auteurs de l'étude relèvent que les systèmes de flat tax ou d'imposition indirecte, particulièrement en augmentant la TVA, conduisent à reporter la charge de l'impôt sur les plus pauvres et accentuent les inégalités, sans améliorer l'efficacité économique. Une étude de 2011 démontre que les pays qui ont

historiquement les systèmes de redistribution les plus inégaux sont souvent ceux qui ont les systèmes politiques dominés par les élites. On croirait presque lire une description de ce qui se passe actuellement en Europe... Une remise en question de l'impôt dépasse de loin le domaine de la macroéconomie puisque nous sommes face à une question hautement politique avec de nombreux gouvernements proches des oligarchies qui entendent bien maintenir leurs privilèges: rappelons leur que le niveau absolument démentiel des inégalités dans le monde atteint des sommets (8 milliardaires qui «présent» autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité d'après OXFAM) qui menacent non seulement la stabilité économique des pays, mais aussi la paix tout court et qu'il n'est pas dans leur intérêt de maintenir le «business as usual».

L'IA au service des marchés